

Discours de Madame Emily Hoyos, Présidente du Parlement wallon

Mesdames, Messieurs,

Bonjour et bienvenue à Namur, capitale de la Wallonie. Au nom du Bureau et de tous les parlementaires wallons, permettez-moi de vous remercier d'avoir répondu présents à notre invitation.

Avant toute chose, je voudrais m'adresser à la délégation de la Région Champagne-Ardenne, invitée d'honneur de nos Fêtes de Wallonie.

Est-ce encore utile d'énumérer tout ce qui unit nos deux régions? La Meuse, bien sûr, et ses citadelles. Ce caractère ardennais qu'on cultive si bien de Bouillon à Sedan. Et puis, ce goût pour les bonnes et belles choses, des vers d'Arthur Rimbaud à ceux d'Henri Michaux, Namurois de naissance devenu Français...

La salle des séances du Parlement wallon a, récemment, été témoin de ces liens étroits entre la Champagne-Ardenne et la Wallonie. Ses travées résonnent encore des échos du débat animé, du printemps dernier, sur l'opportunité de maintenir ou non la possibilité de franchir un jour à nouveau, par la voie ferrée, la vieille frontière entre Dinant et Givet. Parions que ce débat n'est pas clos.

Mesdames, Messieurs, nous aurons beaucoup d'autres frontières à traverser au cours de la législature. En effet, nous sentons bien que nous sommes en train de vivre la fin d'une époque et que nous devons désormais unir nos forces pour inventer et construire une société, mais aussi une économie d'un type nouveau, que ce soit en Europe ou en Belgique, en commençant par ici, en Wallonie.

La rapidité avec laquelle la crise économique a emporté, l'an dernier, le secteur financier et ses répercussions de plus en plus tragiques pour les travailleurs et l'ensemble de la population n'ont surpris que ceux qui étaient emmurés dans leurs certitudes. Persuadés des vertus d'une économie livrée à elle-même.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que des certitudes s'effondrent et que l'appel du changement se fait plus aigu ; on s'en souviendra, d'ailleurs, dans un peu plus d'un an. Il y aura tout juste un demi-siècle que les travailleurs du sillon industriel wallon se levaient pour exprimer leur inquiétude fondamentale face à l'absence de reconversion économique de leur région, la Wallonie.

C'est, notamment, de cette prise de conscience essentielle que sont issues toutes les institutions démocratiques wallonnes et le Parlement que j'ai l'honneur de présider.

Aujourd'hui, au moment où une nouvelle révolution industrielle se dessine, nous devons, comme il y a 50 ans, travailler à produire de l'avenir pour les habitants de notre Région. Débattre du contenu que nous voulons lui donner. Répondre à la question : « de quels moyens voulons-nous nous doter pour relever les défis qui nous font face ». C'est l'heure des choix et des décisions.

Le premier défi sera économique. Je voudrais, ici, souligner qu'avant même que la crise ait montré les limites d'un certain modèle économique, des femmes et des hommes, partout en Wallonie, avaient commencé, sans rien demander à personne, à anticiper les mutations nécessaires. Notre région est riche de l'esprit d'initiative et du savoir-faire de ses PME, de son secteur industriel, de ses travailleurs, de ses agriculteurs et de ses indépendants. Un ensemble d'acteurs qui ont montré leur goût du travail bien fait, du risque, de l'innovation et qui font la démonstration qu'il existe une alternative à l'économie mondialisée, dramatiquement dérégulée, fortement émettrice de CO₂. Sans parler de son énorme coût social.

Précisément, le deuxième défi est, bien sûr, social. La crise économique, on l'a encore vu ces dernières semaines avec la Sonaca, n'épargne plus les emplois, même les plus qualifiés, en Wallonie ; les conséquences pour les travailleurs de notre Région n'ont manifestement et malheureusement pas fini de se faire sentir.

Et puis, il y a aussi les femmes seules avec enfants, les pensionnés, les jeunes sans emploi, et tous ces citoyens qui, avant la crise, parvenaient encore à garder la tête hors de l'eau et pourraient bien aujourd'hui boire la tasse. Ces situations demandent des réponses urgentes et novatrices.

Le troisième grand défi est assurément écologique. Confronté à la réalité climatique, mais aussi au recul généralisé de la biodiversité, on ne peut adopter qu'une attitude, ne ressentir qu'une envie : passer à l'action. Que l'on soit parlementaire, ministre, enseignant, délégué syndical, responsable d'association, chef d'entreprise, parent ; chaque Wallonne et chaque Wallon, soutenu par les politiques publiques adéquates, a un rôle à jouer pour donner une chance au futur. Dans quelques semaines, les Etats du monde vont se retrouver à Copenhague, pour donner une suite, espérons-le, une amplification au protocole de Kyoto. Il faut que la Belgique et ses Régions, avec l'ensemble de nos partenaires européens, aillent y défendre une position audacieuse et volontariste. Il est trop tard pour être pessimiste.

Le dernier défi que je voulais évoquer avec vous est institutionnel. Voilà des mois qu'il y a beaucoup de chiens de faïence de part et d'autre de la frontière linguistique. On voit régulièrement revenir les trois lettres fameuses « BHV » dans les pages des journaux. On nous prédit des bains de sang communautaires. A force de coups d'éclat médiatiques, de phrases assassines et de surenchères des uns et des autres, la situation reste figée.

Eh bien, il est temps de dire – ou de redire – que la Wallonie n'a pas peur du dialogue avec les autres Régions ! Non par arrogance, mais parce qu'elle est sûre qu'un fédéralisme mûr et moderne ne mènera non pas à la fin de la Belgique, mais à la construction d'un Etat fédéral plus abouti, fondé sur des entités, Régions et Communautés, capables de travailler en bonne intelligence, au service, et c'est leur finalité, de tous les citoyens de ce pays.

Mais ne soyons pas dupes ou naïfs non plus. Les Wallons doivent être conscients, bien au-delà de BHV, que ce que certains remettent en cause au Nord, c'est la solidarité même entre tous les citoyens de la Belgique. Si notre Région accepte de discuter et de négocier, ce ne sera pas pour détricoter notre sécurité sociale ; mais bien pour la rendre plus efficace et modernisée au bénéfice de tous les Belges.

Soyons enfin surtout convaincus que quand on parle d'enjeux institutionnels, il importe également de veiller à renforcer les synergies entre, d'une part, les francophones et germanophones qui partagent la même Région, et, d'autre part, entre les francophones de Wallonie et de Bruxelles. Nous consoliderons nos liens avec la Région de Bruxelles Capitale, tant dans les compétences régionales que dans celles exercées en commun au travers de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Mesdames, Messieurs, cela fait pas mal de pain sur la planche, pour un début de législature. Mais je le redis, les Wallons pourront compter sur leur Parlement pour travailler d'arrache-pied à relever tous ces défis.

Car, qu'on se le dise, le Parlement wallon n'est pas un cercle fermé, coupé du reste de la société. Bien au contraire, il est le cœur battant de notre démocratie. Un cœur qui s'ouvrira, d'ailleurs, davantage aux acteurs de la société civile et aux forces vives wallonnes. Leurs témoignages, leurs expertises viendront, chaque fois que ce sera possible, enrichir les débats des parlementaires.

Parmi les chantiers en perspective, il en est un qui a régulièrement fait la manchette des journaux ces derniers mois et qui suscite des attentes importantes et légitimes de nos concitoyens. Je veux parler de la gouvernance.

Plus qu'un symbole, c'est la condition sine qua non du bon fonctionnement de notre système démocratique, de nos institutions et, donc, du succès des politiques mises en œuvre. A côté des projets que le Gouvernement nous soumettra prochainement en la matière, le Parlement, comme il l'a déjà fait par le passé, prendra également l'initiative. Un premier lot de décisions pour améliorer notre propre fonctionnement se sont d'ailleurs prises, cette semaine, grâce à la volonté des quatre familles politiques de notre Parlement. Je veux souligner que cette démarche s'est faite de concert avec les bureaux du Parlement francophone bruxellois et du Parlement de la Communauté française.

Plus globalement, nous ferons en sorte que notre assemblée soit, plus que jamais, le lieu où, dans un dialogue fécond entre une majorité volontariste et une opposition respectée, se rêve, se construit et s'incarne le projet d'une Wallonie dynamique et tournée vers l'avenir. C'est aussi dans cet esprit qu'il faudra comprendre le débat qui s'engagera, dès janvier 2010, notamment sur l'opportunité d'une circonscription étendue à l'ensemble du territoire wallon pour l'élection d'une partie des parlementaires, afin de pouvoir donner davantage chair à la vision régionale et à l'identité wallonne.

Mesdames, Messieurs, il est temps pour moi de conclure. A condition de faire face, tous ensemble, à ces défis, à condition de surmonter nos clivages et nos sous-régionalismes, nous serons à la hauteur des attentes des Wallonnes et des Wallons. Avec eux, nous devons travailler et travailler encore à nous forger, un avenir collectif. Une Wallonie fière d'elle-même, partenaire décomplexée des autres entités de notre pays, occupera naturellement son rang en Europe et dans le Monde. Le moment est venu.

Bonnes Fêtes de Wallonie à toutes et à tous.